

**OMC : échec de la réunion de Genève**

« Cette réunion a échoué » a simplement déclaré mardi 29 juillet Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), après neuf jours de travaux ministériels à Genève pendant lesquels les membres de l'organisation multilatérale ont essayé de conclure le cycle de Doha. Les pays membres se sont généralement dits déçus de ne pas avoir réussi à obtenir un accord et ont réaffirmé leur attachement au système commercial multilatéral. Pourtant, ce nouvel échec porte fortement atteinte à la crédibilité de l'OMC. Certains s'interrogent sur l'opportunité de discuter d'une multitude de sujets commerciaux entre 153 pays, et d'autres saisissent l'occasion pour appeler à sortir l'agriculture, l'un des dossiers les plus conflictuels, du champ des négociations. Le cycle de Doha, débuté en novembre 2001, est allé de crises en crises et les experts estiment qu'il faudra encore plusieurs années pour arracher un accord multilatéral. Pour l'heure, Pascal Lamy a annoncé qu'il est nécessaire que chacun digère cette déconvenue avant de fixer de nouvelles échéances. Les observateurs prévoient le renforcement des protectionnismes, le développement d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux et la multiplication des litiges commerciaux dont l'OMC tentera de faciliter le règlement.

Une nouvelle fois, l'agriculture a focalisé les attentions. Il semble que l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Inde sur le mécanisme de sauvegarde spécial a conduit les négociations dans l'impasse. Ce mécanisme, strictement réservé aux pays en développement, permet dans certaines conditions de préserver les marchés agricoles de la concurrence externe. L'Inde l'a défendu âprement pour protéger ses millions de petits producteurs, rejetant les propositions américaines visant à restreindre les modalités de son déclenchement. Selon d'autres analystes, ce sont les Etats-Unis qui ont manœuvré pour éviter de débattre sur la question du coton. « Les Etats-Unis ne pouvaient se permettre de lâcher du terrain sur le coton et ne voulaient même pas en discuter. En tenant bon sur le mécanisme de sauvegarde, ils savaient que l'Inde ne lâcherait pas non plus et porterait la responsabilité de l'échec » a indiqué à l'Agence France Presse un diplomate d'un pays asiatique. D'autres questions agricoles, comme le conflit sur le commerce de la banane opposant l'Union européenne et les pays exportateurs d'Amérique Latine, ont contribué à renforcer les tensions entre les pays membres. Les perspectives d'ouverture des marchés industriels des pays émergents, trop faibles aux yeux des pays riches, ont aussi limité les opportunités de cheminer vers un compromis général.

Pourtant, mercredi 23 juillet, au troisième jour des travaux, les négociations semblaient prendre une tournure décisive lorsqu'un groupe de sept pays influents (Australie, Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Japon, Union européenne) ont étudié une proposition soumise par Pascal Lamy et abordant les questions les plus sensibles des tractations. Ce dispositif de négociations restreintes, fréquemment utilisé dans le cadre des pourparlers à l'OMC, a une nouvelle fois été dénoncé par d'autres pays membres. « Vous avez placé de nombreux ministres en salle d'attente, c'est très difficile à accepter » a déclaré Doris Leuthard, le ministre Suisse de l'économie, en s'adressant à Pascal Lamy. Dans ce contexte, un représentant kenyan a lui signalé qu'il se sentait « pris à la gorge ». Après deux jours de discussions, les sept semblaient proches d'un compromis sur les volets agricole et industriel du cycle de Doha. « Nous sommes parvenus à un accord provisoire pour avancer » indiquait vendredi 25 juillet Susan Schwab, la négociatrice américaine, tandis que Kamal Nath, le ministre indien du Commerce, se montrait beaucoup plus réservé déclarant que « dans les domaines qui renforcent la prospérité, il y a un consensus [...] Dans les domaines qui concernent la sécurité des moyens de subsistance, ou la pauvreté, il n'y a pas d'accord ». « Cent pays ont fait une déclaration, soutenue par l'Inde, exprimant leurs préoccupations sur les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde » ajoutait-il. Le ralliement du Brésil aux propositions avancées par M. Lamy ouvrait une brèche importante dans le front des grands pays en développement. Celso Amorim, le ministre brésilien des affaires étrangères, déclarait même que le Brésil était « le premier pays à avoir accepté le texte de Pascal Lamy ». Mais, les tensions entre le Brésil et l'Inde, soutenue par la Chine, ont fini par handicaper les progrès des négociations, au même titre que les divergences au sein de l'Union européenne. « L'Union européenne a beaucoup semé mais la récolte n'est pas encore à la hauteur! » affirmait ainsi Michel Barnier, le ministre français de l'agriculture, après avoir pris connaissance de la proposition d'accord. Depuis plusieurs semaines, la France répétait son refus de suivre la stratégie de la Commission européenne, prête à des concessions sur l'agriculture pour gagner du terrain sur les sujets des produits industriels et des services. Aux côtés de la France, Chypre, l'Italie, l'Irlande, la Grèce, la Hongrie, la Lituanie et le Portugal ont eux aussi fréquemment exprimé des réserves.

Samedi 26 juillet, après avoir consulté l'ensemble des pays présents à Genève, Pascal Lamy annonçait que les travaux se prolongeraient jusqu'au mercredi 30 juillet. Dès le lundi suivant, les délégations admettaient que les négociations étaient « sur le fil du rasoir », laissant se profiler le spectre de l'échec.

Sources : AFP, AP, ICTSD, Financial Times, Le Monde, Reuters, La Tribune.